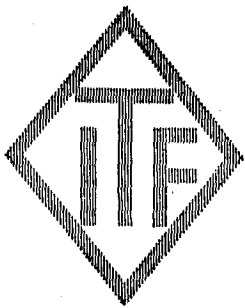




FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



Quatrième année
N°25

Amsterdam, le 12 décembre 1936.

La F.S.I. et l'I.O.S. protestent
contre le ravitaillement des re-
belles espagnols; contre la des-
truction de Madrid.

(I.T.F.) Les 4 et 5
décembre, une réu-
nion commune de la
Fédération syndicale
internationale et

de l'Internationale ouvrière socialiste s'est tenue à
Paris. Elle avait été convoquée à la demande de la
Centrale syndicale nationale d'Espagne. La résolution

ci-après y a été adoptée à l'unanimité:

"La F.S.I. et l'I.O.S., réunies en conférence commune à la demande
de l'U.G.T. espagnole,

Ayant entendu les délégués des syndicats espagnols et du Parti so-
cialiste d'Espagne,

Prennent acte des efforts qui ont été faits dans divers pays pour
rendre efficaces leurs décisions antérieures qu'elles confirment;

Saluent avec joie et admiration les héroïques travailleurs espag-
nols et, les camarades de la Colonne internationale qui ont fait re-
culer l'ennemi devant Madrid, devenue désormais le symbole glorieux
de la résistance ouvrière contre le fascisme international;

S'élèvent avec la plus profonde indignation contre les horreurs
perpétrées par les fascistes qui, ne pouvant plus espérer prendre
Madrid, s'emploient à la détruire en lançant des bombes qui tuent
des femmes et des enfants;

Dénoncent l'appui toujours plus massif et plus cynique donné en
violation du droit international, par les puissances fascistes aux
généraux rebelles et, notamment, la présence en nombre croissant
de soldats italiens et allemands en Espagne.

En présence de ces faits alarmants

Les deux Internationales, répétant qu'il ne peut être question de
mettre sur le même pied le gouvernement légal de la République es-
pagnole et les hordes sanguinaires des généraux parjures et que le
gouvernement est pleinement en droit d'obtenir tous les moyens né-
cessaires à sa défense;

Estiment qu'il y a lieu, à l'heure actuelle, de concentrer tous
les efforts pour empêcher le renforcement des rebelles espagnols
en armes et en hommes par les fascismes étrangers;

Invitent les organisations ouvrières affiliées à l'I.O.S. et à la F.S.I. à redoubler de vigilance afin d'empêcher par tous les moyens appropriés le ravitaillement des rebelles et les convient à instituer à cet effet des comités nationaux de coordination; Insistent auprès des gouvernements pour qu'ils mettent fin à ce scandale international: Franco continuant à recruter au Maroc, territoire soumis cependant à un certain contrôle international, la plupart des mercenaires qu'il lance contre le peuple espagnol; Affirment, devant les violations par les gouvernements fascistes du droit international établi, qu'il est du devoir du Conseil de la S.d.N. réuni sur la plainte de l'Espagne, de recourir à tous les moyens dont il pourra disposer propres à rétablir efficacement la paix des nations:

Déclarent que le maintien de la paix, intérêt suprême des masses travailleuses de tous les pays et qui, par conséquent se place en tête des préoccupations des gouvernements à direction ou à participation socialiste, ne saurait être assuré que si la démocratie oppose une attitude ferme au chantage et aux menaces fascistes. Et orientent aux travailleurs et aux amis de la paix dans tous les pays:

"C'est la bataille pour la liberté, la démocratie et la paix universelles qui se livre actuellement en Espagne! C'est notre cause à tous que défendent les héroïques combattants de Madrid contre l'assaut meurtrier du fascisme international!"

Une plainte dont il y a lieu de se rejouir. (I.T.F.) Par des contrats à long terme l'industrie lourde allemande s'était assuré l'acquisition des mine-

rais de fer suédois qui sont de toute première qualité. Sous le régime de la dictature nazie ces minerais suédois étaient devenus le point d'appui du réarmement accéléré. A présent toutefois ces minerais suédois ne sont plus à la disposition du Troisième Reich. Le "Braune Wirtschaftspost" de Dusseldorf, organe officieux du gros industriel Thyssen, proteste avec indignation: "Nous ne pouvons noter qu'avec le plus grand regret que la production de la Suède en minerais a été en majeure partie cédée pour une très longue période à d'autres pays." (N° du 28 novembre 1936). Le journal constate avec regret que le Troisième Reich est à présent forcé à avoir recours à des minerais allemands dont la qualité est sensiblement inférieure. La fonte de ces minerais allemands est en effet considérablement plus coûteuse; elle augmente ainsi les frais du réarmement de l'Allemagne et ralentit de telle sorte de manière réjouissante le rythme de la machine des armements nazis.

Le Troisième Reich augmente les condamnations à mort. (I.T.F.) Le "99%" du peuple allemand se range "avec enthousiasme du côté de Hitler", ainsi déclare la propa-

gande nazie et la presse naïve et mensongère de bien des pays de reproduire cette affirmation.

Mais le général Göring a dû au congrès de l'organisation obligatoire des paysans (Goslar le 29 novembre) menacer de ruine ceux des paysans qui ne délivreraient pas régulièrement la quantité de blé qu'on exige d'eux. (Frankfurter Zeitung, 1er décembre). Le 1er décembre Hitler a dû en outre signer une loi selon laquelle tous les citoyens allemands-- à l'exception des bonzes nazis-- qui négligeraient de déclarer des avoirs à l'étranger au profit de la réserve de guerre en devises, sont menacés de la peine de mort. Ces dernières semaines des milliers d'ouvriers dont on peut moins que jamais se passer à présent dans les industries de guerre, ont été arrêtés dans les grandes villes et centres industriels allemands.

Une dictature qui ne réussit à maintenir son prestige que par des menaces de mises à mort et par des camps de concentration, doit savoir que les masses opprimées nourrissent à son égard une haine sourde.

Un message de Noël lancé de Vienne (I.T.F.) Sur l'ordre de la dictature chrétienne on a, dans le cimetière principal de Vienne, effacé sur le monument aux soldats tombés pendant la guerre, l'inscription "Nie wieder Krieg" (plus jamais de guerre!)

Les prétendues élections en Autriche ont été une démonstration contre la dictature.-----

(I.T.F.) La dictature chrétienne s'efforce de présenter les résultats des soi-disant "élections" qui ont eu lieu dans les entreprises en Autriche comme un succès du Syndicat unique. Nous ne pouvons à notre regret publier ici qu'une partie des renseignements pour éviter que de braves camarades qui tout en étant partisans du syndicat libre clandestin, ont accepté de figurer sur la liste des candidats, soient livrés à la police nazie. Ces renseignements suffisent néanmoins déjà pour démontrer que pour peu que possible, les ouvriers et employés ont fait une démonstration contre la réaction chrétienne. On a profité de l'occasion qui s'offrait pour faire une démonstration efficace contre le régime en laissant tomber les représentants de celui-ci.

Dans la fabrique d'automobiles Saurer à Vienne, le trésorier de l'ancien Conseil d'entreprise (qui avait été nommé par les autorités) n'a pas été réélu parce que selon l'avis des ouvriers d'orientation syndicaliste, il y avait à redire sur son attitude. L'ancien homme de confiance de l'Association "Ostmärkische Sturmscharen"--corps privé de défense du chancelier Schuschnigg--au sein des établissements Saurer n'obtint que 21 voix sur un total de 295 électeurs. Dans l'entreprise métallurgique de Kremenetzky, le représentant du Front patriotique ne remporta que 55 sur 671 voix.

Chez Felten et Guilleaume à Bruck s/Mur (métallurgie) les membres de la Heimwehr et transfuges--ce sont d'anciens syndicalistes "convertis"--ont tous échoué. Dans les établissements Puch à Graz (métallurgie) l'ancien président du Conseil d'entreprise --un transfuge particulièrement souple-- ne remporta que 679 voix sur un total de 1.256 électeurs. Dans les usines d'aluminium Lend (Salzbourg) le personnel n'a élu que des ouvriers d'orientation syndicaliste et a biffé tous les autres candidats. Dans la centrale électrique de Salzbourg on n'a élu que des permanents du syndicat libre clandestin. La dictature est consternée de ces résultats; dans la province de Salzbourg elle ne veut plus du tout tenir d'élections mais simplement désigner des hommes de confiance après le 1er janvier.

Quelques élections ont déjà eu lieu dans les maisons de commerce; nous avons déjà parlé du résultat dans le grand magasin Gerngross; dans le Stafa (le grand magasin de la coopérative de consommation de Vienne) et la Göc (société d'achats en gros des coopératives de consommation autrichiennes) on n'a élu que d'anciens syndicalistes. Les ouvriers du commerce des maisons Herzmansky et Silesia refusèrent de participer à la comédie des élections. Chez Meisl 300 environ sur 600 salariés se sont abstenus de manière démonstrative d'une participation aux élections.

Les receveurs d'autobus de l'entreprise des tramways de Linz élirent de manière unanime un ancien syndicaliste.

Ce qui est particulièrement intéressant, c'est l'échec des Nazis dans la fabrique de wagons Simmering. Le président autrefois désigné, à qui on reprochait des sympathies nazies ne remporta que 371 voix tandis que les anciens syndicalistes rapportèrent jusqu'à 517 voix. Parmi les employés d'une banque qui a son siège à Paris, (Länderbank) les Nazis ont pu arriver à un succès avec l'aide de la direction juive. On y a empêché les candidatures d'orientation syndicaliste. 120 des 400 employés ont émis des bulletins nuls. Les autres de prononcèrent en faveur de candidats nazis pour ne pas devoir élire les candidats du gouvernement détesté.

Comment un "Führer" ouvrier fasciste traite ses salariés.-----

(I.T.F.) Lorsque (au printemps 1936) il ne fut plus possible de dissimuler plus longtemps que M. Lichtenegger, nommé par la dictature chrétienne comme président de l'organisation autrichienne des ouvriers de l'alimentation, s'était laissé corrompre en acceptant des sommes élevées de la Société d'assurances "Phoenix" et de la principale société boulangère de Vienne, ce monsieur fut destitué de ses fonctions. On n'a pas intenté de procès à cet homme honorable car il aurait pu commettre des indiscretions au sujet d'autres restés en fonctions, mais on a préféré acheter son silence. Le "dirigeant ouvrier chrétien" acquit l'"Hôtel Post" à Reifnitz sur le Wörther See. A présent le journal légal autrichien, fidèle à Schuschnigg, le "Oesterreichische Arbeiterzeitung" (du 5 décembre) décrit: comment un ancien Conseiller national (député au semblant de Parlement Réd.), ancien commissaire gouvernemental de la Caisse

d'assurance-maladie du personnel d'hôtels restaurants etc. ancien président du syndicat des ouvriers de l'alimentation, traite ses ouvriers"Il est intéressant de constater que pendant ses fonctions de Conseiller national et de secrétaire du syndicat indépendant, Lichtenegger semble avoir appris certaines méthodes qu'il juge à présent à propos d'appliquer. Non seulement les salaires payés dans cet établissement modèle sont-ils scandaleux et le personnel ne touche-t-il pas du tout ou seulement après s'être battu, les pourcentages auxquels il a droit, sur les notes des clients, mais encore les valets sont-ils obligés à faire--chose défendue en pleine rue de la réclame pour l'établissement et leur tourne-t-on le dos lorsque, ayant été frappés d'une amende, ils demandent que la maison en prenne le montant à sa charge. Lorsque enfin ce monsieur le directeur, exige, un peu gris, d'un travailleur dont la journée de travail normale est de 17 heures encore du travail supplémentaire et, pour souligner son ordre, a recours à des mots comme "espèce de salaud ou de sale paresseux.." ce n'est au fond pas étonnant, car dans le milieu où il a l'habitude de se mouvoir de pareilles expressions sont sans doute courantes. Les injures toutefois ne suffisant pas à ce joli monsieur qui est prêt, à tout moment à donner plus de poids à ses paroles en souffletant ses salariés ou en leur déchirant leur chemise ou leurs vêtements.

On pourrait citer encore comme une chose à part les notifications salariales à la caisse d'assurance-maladie car on prétend qu'elles ont régulièrement lieu en retard. On a de la peine à croire qu'il s'agirait là d'une erreur lorsqu'on sait que M.Lichtenegger a été commissaire gouvernemental (nommé par la dictature! Réd.) d'une caisse d'assurance-maladie. On peut à juste titre avoir de la compassion pour une caisse d'assurance-maladie qui a eu à sa tête un pareil commissaire!

Et davantage ^{pour} les travailleurs à qui la dictature chrétienne impose de pareils "dirigeants" en les présentant aux Conférences internationales du Travail comme délégués des ouvriers autrichiens. (Avis aux rédactions: Voir pour les détails sur la personne de Lichtenegger, le numéro du 27 juin 1936.)

La course aux déchets

(I.T.F.) Le "Norddeutsche Lloyd" a donné l'instruction aux garçons de cabine sur les paquebots de faire dans les ports, dès que les passagers ont quitté le bateau, un examen approfondi des cabines à la recherche de chiffons de papier, bouts de ficelle, plumes usagées, tubes à pâte dentifrice et autres choses précieuses de ce genre. Les officiers ont pour tâche de surveiller ces recherches et de veiller à ce que les cabines où ont séjourné des passagers étrangers soient vérifiées avec un soin particulier.

x

Dans les relations de service au sein de la Reichsbahn allemande on ne peut plus se servir que de ficelle faite de papier.

x

Les vêtements de service des ouvriers des ateliers de réparations de la Reichsbahn ne sont sur l'ordre de la Direction générale, pas seulement lavés tous les quinze jours comme jusqu'ici mais sont en outre soumis avant le lavage à un lessivage dans le but de recueillir les matières grasses tombées sur les vêtements.

x

"N'est ce pas une joie que de vivre (dans le Troisième Reich)?"-- ainsi demande le calendrier pour 1937 du Front allemand du travail. Prudemment, ce calendrier s'abstient toutefois de donner une réponse à cette question insidieuse.

Il y a disette de graisse....mais (I.T.F.) "De temps en temps on manquera de viande de porc! On n'aura qu'à manger du poisson ou des légumes....souvent les graisses feront défaut. La confiture et le fromage blanc sont pour le moins aussi bons et en outre plus sains."

(Arbeitertum, journal bi-mensuel du Front allemand du Travail, 1er décembre 1936). Dans le Troisième Reich de la "communauté populaire" tout le monde ne devra toutefois se contenter de confitures et de légumes préparés sans graisse: "On peut encore s'acheter de tout en Allemagne" constate le correspondant de Berlin du quotidien hollandais "Nieuwe Rotterdamsche Courant" (1er décembre édition du soir). Les "citoyens" qui peuvent payer les prix du commerce clandestin ne manqueront de rien.

Le Front allemand du Travail re- (I.T.F.) Le tribunal prud'homal de
crute des adhérents. ----- Helmstedt a constaté (dans un ver-
dict rendu le 8 août) qu'un ouvrier
"qui refuserait obstinément d'adhérer au Front du Travail" peut être
congédié de son emploi (Frankfurter Zeitung, 29 octobre 1936).

Voici comment se construisent les (I.T.F.) "Pour une certaine section
autoroutes d'Hitler. ----- des autoroutes nationales vingt
deux devis ont été présentés (à la
suite d'une mise au concours de la direction pour le district de Co-
logne) qui--chose à peine croyable-- accusent entre eux une marge de
738.000 marks. L'offre la plus basse était de 281.000, la plus élevée
de 1.019 millions. Le non initié s'étonne et se demande: comment donc
les ouvriers arrivent-ils à se tirer d'affaire? N'ayez crainte"--
ainsi le quotidien du Front allemand du Travail auquel nous empruntons
cette description--"les entreprises se garderont bien à y mettre quoi
que ce soit de leur poche. Lorsque la commande leur est passée, elles
commencent d'abord à tâcher d'obtenir davantage de l'Etat et si cela
échoue, ce sont les travailleurs qui doivent faire les frais. Fidèles
au mot: "mieux vaut un bon chasse-avant que dix ouvriers", elles cher-
chent tout d'abord des surveillants pourvus d'un organe puissant. Les
prescriptions de sécurité ne sont pas observées. Les taux des salai-
res contractuels sont déprimés. Les institutions sociales font totale-
ment défaut. Il n'y a que le rythme, l'allure qui compte...Houspilla-
ge et encore une fois houspillage" ("Angriff" du 20 juin 1936.). Les
effets de cet houspillage nous sont décrits dans le "Deutsche Medizin-
sche Wochenschrift" (l'hebdomadaire médical allemand) du 6 novembre,
par une femme-médecin occupée à l'Institut pour les soins aux acciden-
tés à Mannheim.

Les cas fréquents de fracture des saillies des vertè-
bres dorsales supérieures augmentent de manière effrayante. "Dès le dé-
but des travaux de construction de l'autoroute Francfort- Mannheim les
malades qui venaient se présenter à la visite, le buste et la tête
courbés en avant et les épaules surélevées étaient nombreux. La majo-
rité d'entre eux venaient directement de leur travail aux autoroutes.
Ils décrivaient de manière impressionnante ce qui leur venait d'arri-
ver: pendant qu'ils étaient en train de jeter à la pelle la terre
sur un truck ils avaient soudainement senti un craquement entre les
omplates et au même moment éprouvé une telle douleur à cet endroit
qu'ils avaient dû sur-le-champ interrompre leur travail...Le fait qu'
il s'agissait pour la moitié environ des cas, d'hommes qui avaient
depuis assez longtemps déjà fourni ce dur travail, indique que ce
n'est pas le travail en lui-même qui amène la fracture des apophyses
mais un effort excessif et poursuivi des muscles de la ceinture sca-
pulaire.....

Il est certes hors de doute que pour cette lésion il
s'agit d'un cas très net d'excès de fatigue...que les atteints sont
toujours des hommes ayant à faire un travail très dur, la plupart du
temps à la tâche et visant à un rendement maximum, des hommes qui tra-
vaillent à la pelle jusqu'à huit et dix heures par jour en ne s'accor-
dant qu'un court repos l'après-midi. Vu la rapidité avec laquelle se
succèdent les pelletées--suivant Matthes ils font 2.400 par jour,
c'est-à-dire cinq coups de pelle par minute --il est impossible que
les muscles aient entre les gestes suffisamment de temps pour se re-
mettre pour assurer un effort uniforme et durable...

En effet ce genre de mal s'est manifesté si fréquem-
ment que depuis qu'on a procédé au travail payé à la tâche avec des pri-
mes spéciales pour un rendement particulièrement grand" et depuis que
les ouvriers si misérablement payés sont obligés, vu l'accroissement
du coût de la vie, de saisir chaque possibilité de gain qui s'offrent.

La femme-médecin parle avec un certain cynisme de la
manière dont ont été traités les victimes de ce travail poussé à l'ex-
cès. Elle recommande qu'on ne dise pas aux malades qu'il s'agit d'une
fracture de l'ossature. "On doit leur faire accroire qu'ils souffrent
uniquement d'une distorsion des muscles de l'omplate. Il faut que le
diagnostic soit aussi favorable que possible et susceptible d'inspirer
de la confiance..." Le médecin déclare avec un certain triomphe que les
ouvriers ainsi induits en erreur ont repris le travail de manière pré-
maturée. "Chez nous la durée du congé de maladie était de 5 semaines
en moyenne". Seulement, ainsi se plaint-elle ceux des accidentés qui
avaient été renseignés sur la nature et l'endroit de la lésion, ont

en moyenne pris des congés de maladie bien plus longs" Dépression des salaires, travail accéléré, lésions graves des ouvriers et contrainte de reprendre le travail avant guérison complète --voilà comment se construisent les auto-routes d'Hitler.

La sécurité dans les mines au Troisième Reich. -----

(I.T.F.)"A l'heure qu'il est on émet encore au Troisième Reich dans l'industrie minière des descriptions

et on y pose des exigences qui, si elles sont respectées, doivent forcément entraîner une violation des prescriptions sur la sécurité dans les mines... Evidemment personne ne reconnaîtra jamais avoir émis des ordonnances de ce genre...Il en est néanmoins ainsi...!Voilà comment écrit le "Ruhrarbeiter" l'organe officiel du Front allemand du Travail dans le principal district minier d'Allemagne (3ème numéro de novembre 1936).

Engagement unilatéral.

(I.T.F.) A la suite de l'accumulation des travaux de fortification, le

Troisième Reich manque de maçons et d'ouvriers cimentiers formés. C'est pourquoi les entrepreneurs se disputent les ouvriers spécialistes sans le concours desquels il leur est pas possible d'exécuter les commandes de l'Etat. De cette manière les maçons avaient parfois la possibilité d'acquérir des améliorations sensibles en changeant de travail. Dans le but de limiter cette possibilité le nouveau contrat national stipule pour les ouvriers du bâtiment un délai-congé de trois jours. Le quotidien du Front allemand du Travail "Der Angriff" va lui-même jusqu'à déclarer que " vu l'abondance du travail dans l'industrie du bâtiment le délai-congé ne signifie aucun avantage spécial pour le salarié". (N° du 5 décembre) Pour les ouvriers du bâtiment d'Allemagne cette mesure n'est autre qu'un engagement unilatéral car dans le Troisième Reich l'employeur peut de tout temps congédier ses salariés sans aucun préavis sous un prétexte futile quelconque.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISMESchacht doit capituler

(I.T.F.) Les bateliers du Rhin allemand ont enregistré un succès, notable en considération des conditions existant dans le Troisième Reich. Le gouvernement qui utilise toutes les devises étrangères disponibles au profit de l'importation de matières premières pour l'armement, de la propagande à l'étranger et du secours aux généraux espagnols, avait interdit qu'on paye aux bateliers allemands qui se rendent à l'étrangers des sommes suffisantes pour leur nourriture en devises des pays en question. Un batelier célibataire ne recevait jusqu'ici que fl. 0,75, un homme marié dont la femme était à bord fl. 1,25 et lorsqu'un enfant était aussi embarqué fl. 1,55 par jour. Une pareille somme n'est pas suffisante pour un homme qui a un dur travail à faire et cela pendant les heures de travail excessives en vigueur sur les bateaux rhénans (12 heures par jour sont à présent la règle). Les protestations pleuvaient auprès de toutes espèces d'autorités. Le Front du travail qui toujours à nouveau alléguait le mot d'ordre de "canons à la place de beurre" ne réussit pas à calmer les esprits indignés. Ces dernières semaines les équipages de plusieurs bateaux ont refusé de partir à l'étranger. Quelques arrestations n'y firent rien et la menace du camp de concentration n'eut aucun effet, car les bateliers rhénans formés pour leur travail ne peuvent pas en ce moment être remplacés faute de main-d'oeuvre. Vu qu'une partie importante des matières premières pour l'armement allemand est importée par le Rhin, la dictature s'est vue obligée de céder et les paiements en devises étrangères ont été majorés de 20 à 30%. Les célibataires reçoivent à présent à l'étranger fl. 1.- et les mariés ayant leur femme à bord fl. 1,50 par jour.

"Pour ces cinq sous, ils ne peuvent pas acheter de cartouches à Franco" ainsi disent les bateliers.

Mécontentement dans le port de Hambourg

(I.T.F.) Les employeurs dans le port de Hambourg ont ordonné qu'on ne paye plus désormais immédiatement le salaire gagné aux 7.500 ouvriers employés de manière irrégulière. Jusqu'ici on remettait à l'ouvrier de réserve lorsqu'il avait travaillé, son bulletin de paye immédiatement après la fin de sa journée qu'il pouvait encaisser sur-le-champ, ou le lendemain. Il n'en est plus ainsi à présent. Les bulletins pour les sommes gagnées du vendredi jusqu'au jeudi suivant ne sont délivrés que le jeudi et le vendredi et l'argent ainsi gagné n'est donc payé qu'après 8 jours. Les employeurs économisent ainsi les intérêts bancaires sur 1/4 de million de marks.

Fin juillet cette modification de la méthode de paiement a été soudainement communiquée aux intéressés ce qui a donné lieu à des scènes mouvementées. On n'écoutait pas les représentants du Front du travail qui approuvaient la mesure en disant que c'était là un geste social vu qu'il permettait aux travailleurs de se libérer de leurs dettes. Des discussions agitées avaient lieu dans les bureaux de placement, sur les quais et à bord des navires; les dockers réclamaient énergiquement qu'on leur paye un acompte du montant du revenu d'une semaine et les employeurs qui n'avaient pas pensé que la résistance serait si vive, durent bien céder et faire verser des acomptes jusqu'à 35 marks.

A présent les dockers doivent rembourser cette avance au moyen de retenues qu'on leur fait de 1 à 2 marks. Vu que le taux des salaires dans le port de Hambourg est resté inchangé depuis 1933, bien que le coût de la vie ait monté d'environ 25%, un ouvrier du port avait déjà toutes les peines du monde pour boucler son budget. Le changement dans la méthode de paiement imposé par le patronat--grâce auquel les ouvriers dans la gêne devaient être mis à même de se libérer de leurs dettes--oblige à présent tous les dockers à faire des dettes. Le salaire déjà maigre est en effet réduit davantage que du montant de la retenue. A présent que le paiement se fait par semaine les fractions de journée auxquelles les ouvriers ont droit en sus du taux régulier sont additionnées; de la sorte les dockers sont classés, sans toucher pour cela un centime de plus, dans une classe supérieure de l'impôt sur le revenu. Les retenues pour impôts et assurances sociales ont donc augmenté et vu que pour comble on retient encore (depuis le 1er août) la cotisation au Front du travail honni, les salaires réellement touchés par les ouvriers du port ont encore une fois baissé.